

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 juillet 2019**  
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

**Etaient présents :**

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES  
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

**Etaient excusés et ont donné procuration :**

Monsieur Yves LAHOUN

**Etaient excusés :**

Madame Laurence ANCIEN  
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

**Secrétaire de séance :**

Madame Christiane AUTIGEON

---

**OBJET : Convention / Ressource - Convention d'indemnisation relative à l'exécution des travaux de confortement du parement aval de la digue du réservoir de soutien d'étiage de Coudures (40)**

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'étiage de Coudures. A ce titre, l'Institution Adour fait réaliser en tant que maître d'ouvrage des travaux de confortement du parement aval de la digue du barrage à partir du 1<sup>er</sup> août 2019.

Les travaux de confortement comprennent l'utilisation de matériaux issus des berges de la cuvette du barrage sur les parcelles appartenant à l'Institution Adour. Ces matériaux, avant d'être utilisés pour le confortement de la digue, seront déposés temporairement en rive droite du lac et en pied de digue, pour diminuer leur teneur en eau. Ces zones de dépôt concernent pour partie la parcelle ZH 84, propriété de Monsieur Jacques DUPOUY, pour une surface de 3500 m<sup>2</sup>.

La présente convention, signée entre le propriétaire et/ou l'exploitant des parcelles et l'Institution Adour,

- a pour objet de déterminer la procédure à suivre en vue de limiter les dommages et de définir les modalités d'indemnisation,
- est destinée à régler uniquement les dommages causés par le stockage temporaire des matériaux d'emprunt de la cuvette.



L'indemnisation des pertes d'exploitation et dégâts aux cultures est suivants et se base sur le barème d'évaluation des dommages causés aux sols et aux cultures pour le département des Landes (Campagne 2015 - source : chambre d'agriculture des Landes) :

*Cultures fourragères : prairies naturelles :*

- *Perte de récolte : 1700 €/ha*
- *Déficit sur cultures suivantes : 1700 €/ha*
- *Reconstitution sols et fumures : 1510 €/ha*
- *Trouble de jouissance : 850 €/ha*

Ici le calcul est réalisé sur deux années (récupération du potentiel fourrager maximum pour une prairie) pour une surface impactée de 3 500 m<sup>2</sup>, soit un montant total d'indemnités de 4 032 €.

## LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

## DECIDE

### Article 1

- D'approuver les termes de la convention entre l'Institution Adour et Monsieur Jacques DUPOUY dans les conditions décrites ci-dessus
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de cette convention, les crédits nécessaires étant inscrits au budget 2019

### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

**INSTITUTION ADOUR**  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,  
  
Paul CARRERE

## Convention d'indemnisation relative à l'exécution des travaux de confortement du parement aval de la digue du réservoir de soutien d'étiage de Coudures (40)

### Contractants :

INSTITUTION ADOUR, représentée par son Président, Paul Carrère,  
38 rue Victor Hugo 40025 MONT-DE-MARSAN

Et

Monsieur Jacques Dupouy  
359 route Encos 40500 COUDURES  
Propriétaire et exploitant de la parcelle ZH84 sur la commune de Coudures (40).

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

### Article 1er - Objet

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'étiage de Coudures. A ce titre, l'Institution Adour fait réaliser en tant que maître d'ouvrage des travaux de confortement du parement aval de la digue du barrage à partir du 1<sup>er</sup> août 2019.

Les travaux de confortement comprennent l'utilisation de matériaux issus des berges de la cuvette du barrage sur les parcelles appartenant à l'Institution Adour. Ces matériaux avant d'être utilisés pour le confortement de la digue, seront déposés temporairement en rive droite du lac et en pied de digue, pour diminuer leur teneur en eau. Ces zones de dépôt concernent pour partie la parcelle ZH 84, propriété de Monsieur Jacques Dupouy, pour une surface de 3500 m<sup>2</sup>. Il est également convenu que le fossé en limite du lac et de la parcelle impactée sera nettoyé au-dessus de la zone d'emprunt n°3 ; de même la clôture bordant la parcelle sera enlevée avant le démarrage des travaux puis remise en place selon l'état dans lequel elle se trouvait lors de son enlèvement par l'Institution Adour.

La présente convention, signée entre le propriétaire et/ou l'exploitant des parcelles et l'Institution Adour,

- A pour objet de déterminer la procédure à suivre en vue de limiter les dommages et de définir les modalités d'indemnisation ;
- Est destinée à régler uniquement les dommages causés par le stockage temporaire des matériaux d'emprunt de la cuvette.

### Article 2 - Champ d'application

Le présent protocole s'applique aux personnes physiques ou morales :

- Propriétaires,
- Propriétaires exploitants,
- Usufruitiers exploitants,
- Fermiers et métayers titulaires d'un bail écrit ou verbal,
- Exploitants agricoles en place à la suite d'échanges de cultures ou à titre précaire.

### Article 3 - Pénétration dans les propriétés privées

Le maître d'ouvrage et les entreprises mandatées par lui (y compris son maître d'œuvre) ne pourront pénétrer dans les propriétés privées qu'en vertu de l'autorisation de pénétration dans les parcelles, écrite et adressée par les



propriétaires ou exploitant à l'Institution Adour (accord à l'amiable) ou dans le cadre d'un arrêté préfectoral, dûment signifié aux maires des communes intéressées.

Le maître d'ouvrage adresse un calendrier de réalisation des travaux aux parties contractuelles, mentionnant le nom du maître d'œuvre et de l'entreprise en charge des travaux et les coordonnées du responsable, 10 jours au moins avant le début des opérations.

Pour tous les problèmes, le correspondant à l'Institution Adour est Stéphane Simon, Responsable du service Ressource (05-58-46-63-18 ; [stephane.simon@institution-adour.fr](mailto:stephane.simon@institution-adour.fr)).

Si les opérations doivent être effectuées à l'intérieur de parcelles clôturées, le maître d'œuvre préviendra le propriétaire ou l'exploitant concerné. Toute clôture endommagée ou ouverte pour le passage des engins ou des agents, sera immédiatement rétablie de façon provisoire et efficace pour éviter la dispersion et la divagation des animaux. A défaut, toute sortie d'animaux engage la responsabilité du maître d'œuvre, chargé de la coordination des opérations menées, tant pour les dommages occasionnés aux animaux que pour ceux causés à des tiers. À tout moment l'alimentation en eau des animaux est maintenue. A la fin des travaux, l'exploitant peut soit rétablir les clôtures endommagées, dans le cas où l'indemnisation le prévoit, soit demander au maître d'ouvrage de rétablir les clôtures endommagées, et dans ce cas la remise en état est effectuée en appliquant les spécifications et les caractéristiques initiales des clôtures.

#### **Article 4 - Etat des lieux avant travaux et obligations des exploitants**

Avant le début des travaux, le maître d'œuvre (ou son sous-traitant mandaté) prend rendez-vous avec le propriétaire ou l'exploitant pour dresser un état des lieux contradictoire, en présence d'un représentant de l'Institution Adour. Cet état des lieux initial sera remis à chacune des parties et signé par toutes. A cette occasion chaque propriétaire ou exploitant communique au maître d'œuvre l'ensemble des informations concernant les réseaux de drainage, d'irrigation, d'électricité, de télécom, passage de servitudes, ...et toutes les contraintes de la parcelle. Le propriétaire ou l'exploitant indique au maître d'œuvre les itinéraires les moins dommageables pour tous les besoins d'exécution des travaux.

Le maître d'œuvre (ou son sous-traitant mandaté) s'engage à signaler par des piquets, signaux ou repères tout obstacle laissé par lui à la suite des travaux, de manière suffisamment visible en toutes périodes végétatives.

L'exploitant ou le propriétaire respecte ces repères et signale, dans l'intérêt commun, au maître d'ouvrage toute détérioration ou disparition.

#### **Article 5 - Etat des lieux après travaux et obligations du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage doit effectuer l'état des lieux immédiatement après les travaux.

A cette occasion, le maître d'ouvrage, assisté du maître d'œuvre (ou son sous-traitant mandaté), le propriétaire et l'exploitant, établissent un bordereau de détails des indemnités, correspondant aux atteintes à la parcelle, et remis à chacune des parties.

L'indemnisation des pertes d'exploitation et dégâts aux cultures est établie selon les principes suivants (délibération du Conseil d'Administration de l'Institution Adour du 19 juillet 2019) et se base sur le barème d'évaluation des dommages causés aux sols et aux cultures pour le département des Landes (Campagne 2015 - source : chambre d'agriculture des Landes) :

*Cultures fourragères : prairies naturelles :*

- Perte de récolte : 1700 €/ha
- Déficit sur cultures suivantes : 1700 €/ha
- Reconstitution sols et fumures : 1510 €/ha
- Trouble de jouissance : 850 €/ha

Ici le calcul est réalisé sur deux années (récupération du potentiel fourrager maximum pour une prairie) pour une surface impactée de 3 500 m<sup>2</sup>, soit un montant total d'indemnités de 4 032 €.





En cas de détérioration d'ouvrages - réseaux d'irrigation, de drainage, canalisations diverses, clôtures, ... - le maître d'ouvrage demandera immédiatement à son maître d'œuvre de prendre les dispositions nécessaires pour remédier aux conséquences. Dans les deux mois qui suivent la fin des opérations, le maître d'ouvrage fait exécuter la réparation spécialisée, sauf indication contraire dans l'accord d'indemnités (dépenses prévues et indemnisées), par des entreprises spécialisées.

Lorsque les opérations provoquent des dommages, constatés à l'état des lieux, à proximité des réseaux de drainage et d'irrigation ou de canalisations, le maître d'ouvrage reste responsable des conséquences qui en résulteront pendant 2 ans.

En cas de fouilles, le maître d'œuvre s'engage à séparer la terre végétale des autres couches, afin de rétablir, en fin d'opérations, l'état initial des terrains de cultures ou de prairies.

Les pierres et autres objets remontés lors des fouilles seront évacués en décharge par les soins du maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage s'engage à remettre en état, suivant l'état des lieux constaté avant les opérations, les chemins utilisés, ainsi que les parcelles : remise en place de terre, nivellement, remise en place de la section de clôture démontée, ...

De même, en cas de coupe de bois, il sera proposé au propriétaire de le récupérer.

Le fossé situé en bas de la parcelle ZH84, en limite de la parcelle de l'Institution Adour supportant le réservoir, sera curé à la fin des opérations.

#### **Article 6 - Terrains faisant l'objet d'aides compensatoires PAC (Politique Agricole Commune)**

15 jours avant toute intervention sur le terrain, le maître d'œuvre s'engage à repréciser aux exploitants tous les éléments nécessaires sur la localisation des travaux (références cadastrales) sur les superficies concernées, sur la période et la durée des interventions.

L'exploitant indiquera au maître d'ouvrage la situation de la parcelle concernée par les travaux au regard de la PAC.

Si les interventions du maître d'ouvrage concernent des terrains gelés dans le cadre de la PAC ou des terrains concernés par des mesures liées à la conditionnalité des aides dans le cadre de la PAC, l'incidence sur les aides compensatoires ainsi que les pénalités encourues par l'exploitant du fait du non-respect du pourcentage de gel ou du fait du non-respect de la conditionnalité des aides, sont compensées par le maître d'ouvrage.

#### **Article 7 - Modalités de versement des indemnités**

Par la présente, l'Institution Adour s'engage à verser par mandat administratif au compte de Monsieur Jacques Dupouy (fournir un RIB) le montant correspondant des indemnités qui s'élève à 4 032 €.

L'Institution Adour versera cette indemnité pour solde de tout compte.

Pour l'Institution Adour  
Le Président - Paul Carrère

A Mont-de-Marsan, le

Le Propriétaire et exploitant  
Jacques Dupouy

A Coudures, le



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques